

AQMI ENTRETIENT LA MENACE TERRORISTE

Alors que les investissements étrangers en Algérie continuent de progresser, le risque terroriste mine la stabilité du pays. Sur le plan des investissements, les Sud Coréens sont particulièrement bien placés au travers de Samsung, qui vient d'enlever le marché pour la réhabilitation et l'extension des capacités de la raffinerie de Skikda pour 2 milliards de dollars. Les Chinois confirment leur position dans les chemins de fer avec la réalisation de plusieurs lignes ferroviaires (Saida - Tirate...). Ce dynamisme économique auquel la France participe activement ne doit pas masquer la poursuite des attentats ciblés, et toujours mieux préparés, selon certaines sources, comme celui contre des militaires, le 29 juillet, à Damous (23 morts). Les groupes terroristes opèrent toujours depuis leur zone traditionnelle d'implantation tout en réinvestissant certains territoires, comme Skikda. De nouveaux foyers terroristes, où le GSPC avait pourtant été éliminé, sont également apparus, comme dans la région de Mascara. Si les forces de sécurité restent les cibles privilégiées, les intérêts étrangers ne sont pas à l'abri. Côté officiel algérien, on souligne qu'en deux ans 763 "terroristes" ont été tués, alors que le volume des groupes terroristes sur le terrain oscillaient entre 600 et 800 hommes (un chiffre nettement sous-évalué). Le recrutement par l'argent fonctionne à plein régime. Al Qaïda continue son prosélytisme en Algérie et sa campagne antifrançaise. Dans un message diffusé cet été, Abou Yahia Al-Libi (de son vrai nom Hassen Kaïd, d'origine libyenne, théologien formé en Mauritanie et membre présumé du Groupe de combat islamique libyen — il est considéré comme un successeur possible de Ben Laden) invite la jeunesse algérienne à combattre «les ennemis de Dieu parmi les héritiers de la France et ses esclaves». Le Quai d'Orsay déconseillant vivement tout déplacement par voie routière même avec escorte... Cet intérêt renouvelé d'Al Qaïda pour l'Algérie souligne, selon nos sources, un renforcement d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Comme l'a montré l'attentat suicide devant l'ambassade de France, le 9 août, à Nouakchott blessant légèrement deux ressortissants français, AQMI entend s'attaquer aux intérêts français à partir d'Alger sur l'ensemble du Maghreb. Outre la France, AQMI a officiellement ciblé les intérêts chinois pour punir Pékin de sa politique contre les Ouïghours (30 000 Chinois vivent en Algérie). Les terroristes pourraient notamment souffler sur les braises de tensions existantes entre les habitants de certains quartiers et les Chinois (Bab Ezzour...) pour susciter la déstabilisation. ■

Autour de Scorpion

L'armée de terre peut-elle et veut-elle se doter d'un outil autonome de conduite du programme

Scorpion ? Ce dernier, qui poursuit trois axes d'effort majeurs, la maîtrise de la force, la souplesse d'emploi et la protection, vise à établir le futur modèle de l'armée de terre centré autour du GTIA (Groupement tactique interarmes). Il est également un label intelligent de communication visant à fédérer l'attention autour de l'armée de terre. Derrière Scorpion se joue l'avenir de l'armement terrestre. Dans un contexte de contractions

budgétaires, le dialogue entre la DGA et globalement les armées est parfois crispé, il ne serait pas étonnant que l'armée de terre souhaite conquérir des îlots de liberté en matière de programme en passant par des cabinets de conseil. Mais dans le cadre de Scorpion, il semble impossible de s'affranchir du copilotage DGA-EMA. On voit mal comment la DGA pourrait ne pas conserver la main sur la maîtrise d'ouvrage globale du programme, donc les orientations de Scorpion. Du moins à moyen terme... ■

Panne de crédits

La gestion des personnels civils de la Défense, dans le cadre de la révision générale des politiques publiques, continue de poser problème. Ainsi, l'indemnité de départ volontaire concernant les ouvriers d'Etat (41 % des personnels civils) et les fonctionnaires (environ 51 % des personnels civils) ne serait plus opérationnelle depuis août. Cette indemnité concerne les agents qui souhaiteraient réorienter leur carrière : vingt-quatre mois de traitement brut pour les fonctionnaires et entre 49 470 et 91 470 euros pour les ouvriers de l'Etat. Pour ceux-ci, une indemnité de départ volontaire de 15 245 euros pour créer ou reprendre une entreprise complète le dispositif. Pourquoi les crédits sont-ils déjà épuisés ? Soit le ministère a été assailli de demandes en fonction d'un plafond trop bas (500 indemnités étaient à pourvoir, selon nos informations), soit Brienne n'avait pas les moyens de ses ambitions. Dans le premier cas, il suffira de relever le plafond. Dans le second cas, il conviendra de réaffecter certaines ressources budgétaires. Une difficulté en entraînant généralement une autre, la question de la mobilité se greffe à l'impasse indemnitaire. La loi 2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique ne fait pas l'unanimité, alors qu'une majorité de fonctionnaires et de contractuels souhaitent pouvoir bénéficier de passerelles de carrières au sein de l'administration. «La bonne gestion de la ressource civile est notre principal objectif», indique un fonctionnaire, qui regrette le manque de dialogue entre les intéressés sur le sujet. ■

➤ Otan : le sage polonais

En entrant dans le "Groupe des 12 sages" de l'Otan — à la demande du nouveau Secrétaire général de l'Alliance, Anders Fogh Rasmussen —, le polonais Adam Rotfeld, 71 ans, devrait très vite s'imposer comme l'homme de la situation. Ministre des Affaires étrangères en 2005, ancien conseiller de l'ex-secrétaire général de l'Onu, ce professeur, docteur en droit et spécialiste des problèmes de sécurité en Europe, anime aussi le groupe polono-russe pour «les questions difficiles». Il est estimé au sein de l'Otan pour sa grande connaissance de la Russie et pour être un homme de compromis. Présidé par Madeleine Albright, le «Comité des sages» va devoir mettre sur pied la nouvelle stratégie de l'Otan, particulièrement par rapport à la Russie. Elaborée dans les mois à venir, cette nouvelle stratégie doit être adoptée en novembre 2010.

➤ Saakachvili en difficulté

En Géorgie, le remaniement récemment opéré pourrait affaiblir le Président Saakachvili, en raison de choix contestés par la rue. La nomination du nouveau ministre de l'Economie Zourab Pololikachvili, ancien ambassadeur en Espagne, a été accueillie avec bienveillance, mais celle du nouveau ministre de la Défense fait pratiquement l'unanimité contre lui. Batchan (Batcho) Akhalaya, jeune homme de 28 ans, est perçu comme symbolisant le tournant autoritaire emprunté par le Président Saakachvili.

➤ Poutine aux commandes

En Russie, le centre du pouvoir n'est pas constitué par le Président Medvedev mais bien par le Premier ministre Poutine. Telle est l'idée du dernier livre de l'historien Roï Medvedev, même si ce dernier ne l'affirme jamais directement.

PERSPECTIVE AFGHANE POUR L'ARMÉE CHINOISE

Nombre d'observateurs ont sans doute eu tort de considérer les grandes manœuvres de l'Armée populaire de libération chinoise (APL) à la mi-août comme une volonté d'effectuer essentiellement une pression politique sur Taïwan. Les 50 000 soldats prélevés dans les sept régions militaires se sont livrés à des exercices de projection à l'étranger qui auraient une toute autre valeur : faire comprendre à l'administration Obama que la direction chinoise est prête à participer massivement aux opérations de contre-insurrection et de pacification envisagées en Afghanistan et cela à hauteur de quelque 25 000 hommes dans le cadre de l'augmentation des effectifs de l'Otan et des troupes américaines. Une perspective gagnant-gagnant, estiment des spécialistes de la région. D'une part, l'image de l'APL comme force de maintien de la paix serait intensifiée, après les couacs du Darfour, comme le souhaite la direction Hu Jintao. D'autre part, compte tenu des bonnes relations des services de renseignements chinois, tant avec leurs homologues pakistanais qu'avec les talibans ou l'organisation de Gulbuddine Hekmatyar (armée par les Chinois), l'APL pourrait avoir une capacité de négocier. Mais cela affaiblirait-il vraiment les talibans ?

BOUCLIER ANTIMISSILE : SAISON TROIS

A Washington, d'autres localisations pour le système antimissile sont désormais à l'étude : Israël, Turquie, Carpates, ou missiles mobiles sur des navires... Selon Riki Ellison, président de "Missile Defense Advocacy Alliance", lors d'une récente conférence consacrée à la nouvelle «stratégie antimissile» du Pentagone, le projet Pologne-République tchèque n'a pas été évoqué une seule fois. Au ministère polonais de la Défense, on estime que Washington veut ainsi améliorer les relations avec Moscou et appliquer la politique de désarmement voulue par le Président Obama. Commentaire polonais : «Tout montre que l'Europe centrale ne fait plus partie des priorités de la nouvelle administration américaine.» Le vice-ministre des Affaires étrangères, Jacek Najder s'en explique : «Le sort du bouclier sera fixé dans quatre ou cinq semaines. Peu importe la formule choisie, des installations militaires américaines seront implantées sur le territoire polonais... Le but de la Pologne sera atteint.»

TAÏWAN APRÈS LE TYPHON

L'arrivée cette semaine du dalaï-lama à Taipei, qui provoque l'ire de Pékin, invite à se pencher sur la problématique d'une île dont la géopolitique reste complexe. L'an dernier, Taipei avait rejeté une demande de visite du dalaï-lama par crainte de représailles de la Chine. Aujourd'hui, dans la relation Chine-Taïwan, il y a d'abord la mise en cause de la gestion de crise du commandement militaire jugé incapable de venir en aide aux victimes après le typhon. Le ministre de la Défense, Chen Chao-min, s'est vu critiqué pour avoir attendu trois jours avant d'envoyer des troupes à la rescousse des populations (et a depuis proposé sa démission, refusée par le Président Ma). Mais en réalité, à l'état-major de l'armée taïwanaise, on a tendance à estimer que c'était un choix politique que de délaissier le sud de l'île, bastion des anciens adversaires du Parti démocrate progressiste (DPP). Autre conséquence de ce cataclysme : les déclarations contradictoires concernant l'achat de 60 hélicoptères américains Black Hawk, dont 15 devraient finalement être alloués à la défense civile, en liaison avec une réorganisation d'une cellule de crise. En effet, Ma avait annoncé qu'il renonçait à cet achat, ce qui était vécu comme une autre concession à Pékin, avant de devoir changer son fusil d'épaule cette semaine, pour redorer son blason au regard de l'opinion publique. Mais, ce faisant, cumulant les griefs en provenance de Pékin.

AFGHANISTAN : LES ITALIENS SOUS LE FEU

Deux des six A-129 Mangusta de l'AVE (Aviazione Esercito), l'ALAT italienne, actuellement déployés en Afghanistan ont été touchés le 28 août dernier par des tirs d'armes automatiques durant une opération au-dessus du village de Pusth Rod, à 20 km environ au nord de Farah, dans l'ouest du pays. Légèrement endommagés, les deux hélicoptères ont pu rejoindre cependant leur base à Farah. En l'espace de cinq mois, d'avril à août, c'est la quinzième fois que les Mangusta italiens sont directement pris à partie par des tirs d'armes automatiques dans l'ouest de l'Afghanistan, contre cinq fois au cours de la même période en 2008. Il est également vrai que les A-129 de l'AVE ont sensiblement augmenté leurs sorties depuis le début de l'année, effectuant de nombreuses missions offensives et d'appui au sol contre les rebelles talibans. Un officier du contingent italien actuellement sur place à Farah, où sera regroupée prochainement la totalité de l'Aviation Battalion, a déclaré à TTU que les Mangusta auraient tiré cet été pas moins de 75 missiles BGM-71 Tow en l'espace d'un mois, alors que la moyenne quotidienne, pour la même période, de coups tirés par le canon tritube de 20 mm s'élèverait à près de 4 000.

LE CIVILO-MILITAIRE EN POLOGNE

Tempête au sein de l'armée polonaise : depuis deux semaines, l'affaire du général Waldemar Skrzypczak, commandant de l'armée de terre polonaise, et sa démission secouent les états-majors polonais et l'opinion publique. Le 10 août, un officier polonais est tué en Afghanistan. Quelques jours plus tard, le général Skrzypczak s'en prend brutalement au ministre de la Défense, Bogdan Klich, et à la Direction civile de l'armée. Il parle de « fonctionnaires incompetents » et critique durement la politique d'achats des équipements par le ministère, qui, selon lui, ralentit l'achat du matériel indispensable au contingent polonais en Afghanistan. «L'armée en Afghanistan a besoin de davantage d'investissements ! accuse le général Skrzypczak. Nous savons ce qu'il faut pour combattre et nous voulons être écoutés. Des fonctionnaires incompetents — qui n'ont connu la guerre qu'au cinéma —, bloquent l'achat du matériel indispensable pour le contingent polonais en Afghanistan. Bogdan Klich a une image déformée de la réalité !» accuse alors le général Skrzypczak dans les colonnes de plusieurs médias. Pour Bogdan Klich, le commandant de l'armée de terre a tenu des propos «inadmissibles» et contraires au principe du contrôle civil sur le militaire. Le conflit s'est achevé par la démission du général contestataire. Pour le remplacer, les noms des généraux Edward Cruszkka et Tadeusz Buk sont aujourd'hui avancés. Selon certains commentaires, l'affaire témoigne d'une crise de confiance entre la direction civile du ministère et les militaires.

BAE RECALÉ EN ESPAGNE

L'Ejercito de Tierra espagnol (forces terrestres) a refusé de prendre livraison des premiers exemplaires des 100 véhicules blindés 4x4 BAE Systems RG-31 qui avaient été commandés ; cela en raison de défauts graves du système électrique. La livraison de ces engins, dont la moitié se trouve actuellement à Séville pour l'assemblage final (les autres sont encore en Afrique du Sud), sera donc retardée par rapport au calendrier initial.

DU CÔTÉ DU PORT DE TOULON

Le groupement économique constitué par Koch et DCNS doit réaliser pour 5,9 millions d'euros un bateau-porte ballastable et débarrassable intermédiaire destiné à remplacer le bateau-porte n° 13 du port militaire de Toulon. Ce nouveau navire servira, en principe, à cloisonner les deux formes d'un des grands bassins Vauban de ce port.

► La justice s'en mêle

La justice suédoise déterminera, dans les semaines à venir, si l'administration du matériel des forces armées du royaume (FMV) a violé la loi nationale sur les appels d'offres, après la plainte déposée en ce sens par BAE Systems Hägglunds. Ce dernier avait été écarté par FMV au profit du groupe finlandais Patria pour la livraison à l'armée suédoise de 113 camions blindés. D'une valeur de 240 millions d'euros, ce contrat a été annoncé le 26 juin. BAE Systems Hägglunds affirme que seul son véhicule (SEP) répondait aux critères exigés. Ce que démentent FMV et Patria, contrôlé à 73 % par l'Etat finlandais et le reste par EADS. Le tribunal de Stockholm a bloqué temporairement la conclusion définitive du contrat, en attendant sa décision. Selon des experts, l'AMV (Armoured Modular Vehicle) de Patria, qui est produit en série depuis 2004, aurait été choisi avant tout parce qu'il a fait ses preuves sur le terrain, contrairement à son concurrent.

► Sécurité du ciel albanais

L'Aeronautica Militare Italiana (AMI), en collaboration avec les forces aériennes grecques, a été chargée, cet été, d'assurer la défense de l'espace aérien albanais (activité "Air Policing") depuis la récente entrée de l'Albanie au sein de l'Otan. Pour l'AMI, qui assure déjà la défense de l'espace aérien slovène, il s'agit là d'une mission supplémentaire, qui sera dévolue pour l'essentiel aux Typhoon du quatrième Stormo de Grosseto et à ceux du 36° Stormo de Gioia del Colle, qui alterneront avec les F-16 grecs.

► Les Sukhoï tombent

Après une collision de deux Su-27 pendant le Salon Maks, à Moscou, la semaine dernière, un autre Su-27 biélorusse se serait écrasé la même semaine sur le territoire polonais, à en croire des sources russes. L'avion effectuait alors un spectacle d'acrobatie aérienne dans le prolongement du Salon Maks.

► Habillement

Exotisme assuré pour les soldats français ! Le Service central d'études et de réalisations du Commissariat de l'armée de terre a commandé auprès d'industriels du textile bulgares des centaines de milliers de chemises GAO outre-mer (OM) bariolées, d'autres au Bangladesh, et plusieurs milliers de culottes courtes au Sri-Lanka. Quant aux vestes de combat OM bariolées théâtre extérieur, elles proviennent du Sri-Lanka et du Bangladesh, alors que les pantalons qui vont avec sont produits au Sri-Lanka et en Espagne.

► Contrat pour Oshkosh

Le constructeur américain Oshkosh a obtenu deux contrats d'une valeur de 40 millions de dollars. Le premier, de 9 millions de dollars, porte sur la livraison de 30 engins HEMTN (Heavy Expandable Mobility Tactical Trucks) en version A4 destinés à l'Army Reserve. Le deuxième, d'un montant de 31 millions de dollars étalés sur trois ans, concerne la fourniture de 100 moteurs turbo diesel destinés à autant de HEMTT A2.

► Matériels pour l'USMC

Nammo Talley Defense de Mesa, en Arizona, vient d'obtenir un contrat de 136 millions de dollars portant sur la fourniture à l'US Marine Corps (USMC) de lance-roquettes antichars M-72A7 LAW (Lightweight Anti-armor Weapon).

► Evaluation technique

Pour le compte du CEG (Centre d'études de Gramat), la société française Ispis élabore l'évolution du logiciel Toutatis. Il est fait pour analyser l'efficacité des armements anti-infrastructures français et aura une fonction d'évaluation des dommages collatéraux.

INDE : PRISE DE FONCTIONS DE L'AMIRAL VERMA

Le 31 août, l'amiral Nirmal Verma a officiellement pris ses fonctions de nouveau chef d'état-major de l'Indian Navy, en remplacement de l'amiral Suresh Mehta. Spécialiste en guerre électronique et commandant naval de la zone Est, Verma a notamment commandé le porte-aéronef "Viraat" ainsi qu'un destroyer de classe Rajput. Cet ancien élève du Royal Naval Staff College britannique et de l'US Naval War College aura deux dossiers prioritaires à régler : la question du porte-avions "Gorshkov" (plus particulièrement les crispations russo-indiennes sur le prix final du bâtiment), ainsi que l'accélération de la production des sous-marins Scorpène de DCNS par les chantiers navals de Mazagon. A plus long terme, l'amiral Verma devra prendre d'importantes décisions quant au renouvellement de la vieillissante flotte sous-marine de l'Indian Navy, dont près de la moitié des bâtiments vont être retirés du service à partir de 2012.

L'ART DU "PACKAGE" SUÉDOIS

Afin de pallier la situation sociale sinistrée à l'intérieur de la Suède, Saab s'active à l'export. L'industriel propose son avion Gripen à la Malaisie pour remplacer ses MiG-29N/NUB. Il y bénéficierait déjà d'un a priori positif en raison de son savoir-faire en matière de «package». Le cas de la Thaïlande est examiné de près au vu de son acquisition de Gripen et d'un avion Saab 340 pour des missions d'alerte avancée (AEW pour Airborne Early Warning). L'armée de l'air malaisienne pourrait se laisser séduire par l'idée d'une offre combinée. Elle rassemblerait son besoin en avions de combat (18 unités) avec sa volonté de disposer d'une capacité d'alerte et de contrôle avancé (AEW&C). Ici, le Suédois pousserait son système Erieye monté sur un Saab 2000 ou un Saab 340. A en croire certaines rumeurs, l'art du package suédois ne se limiterait pas au segment air. Des offres auraient été faites aux forces terrestres et navales malaisiennes dans le cadre d'un grand package !

EMBRAER EN ÉQUATEUR

L'avionneur brésilien Embraer a confirmé la vente de 24 EMB-314 Super Tucano à l'Equateur. La vente a été réalisée sur la base d'un contrat signé en 2008. Ces appareils, dont les premières livraisons devraient démarrer d'ici à la fin 2009, seront utilisés pour le contrôle et la surveillance des frontières et pour la formation des pilotes. Le contrat prévoit le support logistique et la fourniture d'un simulateur de vol. Avec l'Equateur, le nombre de pays utilisateurs du Super Tucano en Amérique latine s'élève désormais à cinq : en effet, après le Brésil et la Colombie, qui l'utilisent pour les missions de patrouille des frontières, le Super Tucano est en service au Chili (12 appareils achetés en 2008) et en République Dominicaine (8 appareils acquis début 2009).

IVECO EN SLOVAQUIE

Le constructeur italien Iveco DV (Defense Vehicles) a signé avec la Slovaquie un contrat portant sur la fourniture de dix véhicules blindés 4x4 LMV (Light Multirole Vehicle). Ces véhicules, qui seront livrés d'ici la fin de l'année, viennent s'ajouter ainsi aux 2 488 du même type commandés par l'Italie (1 286), la Belgique (440), la Grande-Bretagne (401), l'Autriche (150), l'Espagne (120), la Norvège (60), la Tchéquie (21) et la Croatie (10). Cette année, les usines Iveco DV de Bolzano produiront 950 LMV. D'autre part, Iveco DV a commencé à livrer à la Grande-Bretagne les premiers exemplaires des 206 camions 6x6 Trakker commandés en 2008, qui constitueront le parc de véhicules le plus important en service au sein des Royal Engineers. La majeure partie de ces engins, qui seront livrés en réalité par ALC (partenariat Amey et VT), sera fournie en version AD380T45W.

INDE : GUERRE DE L'INFORMATION AUTOUR DU MMRCA

Les maladresses américaines commenceraient à avoir un impact négatif sur certains officiels indiens de l'armée de l'air chargés du programme MMRCA (Medium Multi-Role Combat Aircraft). Ceux-ci n'auraient pas apprécié les révélations, en juillet, du *Jerusalem Post* avançant que Washington exerçait des pressions sur Tel-Aviv pour qu'IAI se retire de l'offre suédoise Gripen. L'industriel israélien prévoyait de fournir à Saab des systèmes de communication, de guerre électronique et un radar. Ensemble, sans oublier Elbit et Rafael en embuscade, ils proposaient un avion aux performances et au prix attractifs surtout face aux F/A-18 et F-16 qui concourent aussi pour cet appel d'offres. Maintenant, le groupe suédois se voit dans l'obligation de proposer seul un avion «standard» sans pouvoir compter sur les relais d'influence de l'un des plus importants fournisseurs de l'armée de l'air indienne. Pour mémoire, les Sukhoï Su-30MKI (pour l'Inde) emportent de l'avionique israélienne, la modernisation de l'Antonov An-32 impliquera une participation majeure de Rafael, des pods de désignation ont été achetés auprès de Rafael et le radar EL/M-2052 AESA d'Elta devrait équiper les futurs avions multirôles monoplaces Tejas 2. Quelques jours après la parution de l'article du *Jerusalem Post*, le journal indien *Business Stand* a rapporté que Lockheed Martin était en possession de documents relatifs à l'évaluation des différentes offres du programme MMRCA. Ce nouvel épisode aurait provoqué de vives réactions au sein du ministère indien de la Défense. En réaction, et malgré les démentis de Lockheed, une partie de ses équipes en Inde a été renouvelée. La décision du gouvernement indien étant attendue pour 2011, il est fort probable que de nouveaux incidents viennent d'ici là émailler la période d'attribution de ce contrat.

ISRAËL À L'ASSAUT DU MARCHÉ CHINOIS

Les industriels de l'armement israéliens en ont assez d'être bridés sur le marché chinois. Organisés en lobby, ils ont lancé, ces dernières semaines, une campagne de persuasion auprès d'Ehud Barak, le ministre de la Défense, afin d'obtenir un allègement des restrictions imposées aux exportations militaires israéliennes sous la pression des Etats-Unis. Ces professionnels estiment qu'ils perdent plusieurs centaines de millions de dollars par an au profit d'entreprises concurrentes étrangères y compris américaines. «Nous ne devons, à aucun prix, perdre totalement pied en Chine», confie l'un d'entre eux. Dans un premier temps, les entreprises israéliennes souhaiteraient pouvoir de nouveau vendre des pièces détachées ainsi que du matériel utilisé pour la sécurité intérieure, la protection de sites, l'équipement de forces de l'ordre, avant de pouvoir passer à des équipements militaires, notamment des drones, des systèmes électroniques ou de communications. En l'an 2000, Ehud Barak, à l'époque chef du gouvernement et ministre de la Défense, avait cédé à un ultimatum américain et renoncé à la vente à la Chine de deux avions espions, l'un de type Falcon, l'autre de type Ilyouchine-76 couplé avec un système radar d'alerte Awacs. Après la résiliation du contrat, Israël avait dû verser 350 millions de dollars d'indemnités à Pékin. Les Américains s'étaient opposés à ce contrat, faisant valoir que ces appareils constitueraient une menace pour la sécurité de leurs navires de guerre si ceux-ci étaient amenés à défendre Taïwan. Echaudés par cette expérience, les responsables chinois ont ensuite réduit leurs commandes. En 2005, un nouveau conflit s'est produit lorsque les Etats-Unis ont interdit aux entreprises israéliennes de procéder à la modernisation de drones armés de type Harpy destinés à des attaques de stations radars, vendus à la Chine au milieu des années 90. Des responsables du Pentagone avaient mis leur veto à cette transaction en estimant que ces drones risquaient de menacer les intérêts stratégiques des Etats-Unis. L'Etat hébreu avait, à cette occasion, aussi cédé à la demande expresse de Washington, qui lui fournit une aide militaire annuelle de 2,5 milliards de dollars.

► Transas sort du bois

Le Salon de l'aéronautique Maks, à Moscou, a été l'occasion pour la société russe spécialisée dans les systèmes de simulation, de cartographie (40 % du marché mondial selon les dirigeants de la société) et de drone, Transas, de présenter son "Dozor-3" (drone réalisé par Transas et R.E.T. Kronstadt, deux entreprises pétersbourgeoises). Ce drone a une autonomie de 30 heures à 7 000 mètres d'altitude, pour une charge utile supérieure à 100 kg. Les usines de Transas avaient reçu au printemps le Président Medvedev. Concurrent du Searcher MK II israélien, le drone russe devra faire ses preuves sur le terrain car le Kremlin n'a pas caché son intention, en cas d'échec des industriels russes dans l'aboutissement de drone opérationnel, d'aller se fournir en Israël. L'expérience géorgienne, peu glorieuse pour les systèmes russes, a été l'occasion pour les hommes politiques russes de mettre de nouveau la pression sur leurs industriels. Dans le sillage de sa croissance exponentielle depuis huit ans, selon des statistiques fournies par le CAST, Transas réfléchirait à des partenariats, notamment avec des sociétés européennes. Sagem est évoqué.

► Turbomeca à l'Est

Au Salon de l'aéronautique Maks, à Moscou, Turbomeca et "Russian Helicopters" ont signé un accord de coopération pour le développement et la production de turbines. La plate-forme sera le Mi-34S2, qui doit entrer en production en 2011. Kamov serait également intéressé par l'arrivée de Turbomeca dans le jeu.

► Le Barracuda au Canada

EADS/DS a réussi, cet été, l'essai de son drone démonstrateur Barracuda. Quatre vols ont été conduits au Canada avec succès.

Quelle politique pour Israël en Afrique ?

Israël tente de reprendre pied en Afrique. Avigdor Lieberman, le ministre israélien des Affaires étrangères va se rendre, dans les prochains jours, en Ethiopie, en Angola, au Nigeria, en Ouganda et au Kenya. Il s'agira de la première visite du chef de la diplomatie israélienne depuis des années en Afrique. Il sera accompagné d'une importante délégation de plusieurs dizaines de vendeurs d'armes, de conseillers à la sécurité et de représentants des principales entreprises israéliennes d'armement. «Nous devons être présents dans les pays africains et ne pas les négliger au risque, sinon, de voir des pays comme l'Iran y étendre leur influence», explique Avigdor Lieberman. Dans le passé, des vendeurs d'armes agissant pour leur compte ou pour celui des Américains ont fourni des armes utilisées dans de multiples conflits et coups d'Etat, notamment en Ouganda, au Zanzibar, en Angola, au Liberia, au Sierra Leone, en Côte d'Ivoire, dans les deux Congo ainsi qu'en Guinée Equatoriale. Un des derniers contrats remportés a été récemment conclu avec le ministère de la Défense du Nigeria pour la fourniture de deux patrouilleurs de type Shaldag. Des militaires de ce pays sont venus s'entraîner en Israël, tandis que des instructeurs israéliens doivent également former du personnel au Nigeria. Parmi les plus importants intermédiaires israéliens figure Amit Saleh, qui a participé à la vente de drones à l'armée du Nigeria et à la vente d'avions d'occasion d'origine ukrainienne. Cet homme d'affaires, qui détient également une participation dans un important centre commercial de Lagos, représente aussi Israël Aerospace Industries au Nigeria.

► Mouvement élyséen

Bruno Joubert, conseiller Afrique à la cellule diplomatique de l'Elysée serait sur le départ pour prendre le poste d'ambassadeur de France à Rabat en remplacement de Jean-François Thibault. M. Joubert serait remplacé à l'Elysée par l'ancien ambassadeur de France au Liban, André Parant.

► Nomination

Le général Philippe Sommaire, ancien commandant en second du Corps européen, remplace le général Jean-Paul Raffenne au Marshall Center de Garmisch-Partenkirchen (Allemagne). Artilleur sol air de la promotion général de Gaulle (1970-1972),

auditeur de la 49^e session nationale de l'IHEDN, Philippe Sommaire a commandé le 53^e régiment d'artillerie à Vieux-Brisach (Allemagne) et la brigade d'artillerie (Hagenau). Fin spécialiste du politico-militaire européen, il représentera la France dans une institution (le Marshall Center) euro-atlantique.

► La Suède et l'Otan

Le centre de formation internationale des forces armées suédoises, Swedint, a été choisi par l'Otan pour former des officiers issus de ses pays membres. Deux séances de cours auront lieu en 2009 et trois l'an prochain. Elles concerneront l'échange d'expérience. Côté suédois, on se félicite

de pouvoir approfondir la coopération avec l'Otan, alors que le royaume se proclame toujours «libre d'alliance militaire en temps de paix».

► Nomination Otan

L'amiral Claudio Gaudiosi, déjà à la tête du Commandement italien de la force maritime (COMITMARFOR), a été nommé commandant de la Composante maritime (MCC) de la Force de réaction rapide de l'Otan (NRF). L'amiral Gaudiosi remplace ainsi l'amiral Ian Corder de la Royal Navy. D'autre part, le général de corps d'armée Giuseppe Valotto a été nommé chef d'état-major de l'Esercito, remplaçant à ce poste le général Fabrizio Castagnetti.

► France-Russie

Au cours du Salon russe Maks, le système Félin de Sagem aurait tapé dans l'œil du ministre russe de la Défense (pour équiper les forces spéciales ?). La partie française serait prête, à en croire la presse russe, à russifier le système. Après son intérêt pour le BPC, Moscou serait donc attiré par le Félin. Une débauche

d'intérêt qui laisse perplexes certains responsables, au ministère français de la Défense. Cela ne fait-il pas beaucoup pour cette année 2009 ? Dans le cas du Félin, nos informations précisent que les Russes regardent avec attention les solutions allemandes et américaines. Reste que, pour la première fois, Paris dispose à Moscou d'un ambassadeur particulièrement calé sur les questions de défense et de stratégie. Un atout dont l'Elysée pourrait profiter pour décrocher des contrats.

► Thales avec Plasan

Thales et l'israélien Plasan (spécialiste du blindage et des matériaux composites) se sont associés pour le développement d'un véhicule protégé léger destiné à l'armée australienne et à l'export en général. Quatre versions seront développées : commandement, liaison, reconnaissance et transport. Les premières livraisons sont attendues pour 2013.

► MSO pour Panhard

La mise en service opérationnelle (MSO) du PVP a été signée cet été laissant entrevoir la projection prochaine du véhicule en Opex.

Colloques en stock

► Crise économique

Le 16 septembre, la FRS s'intéressera aux conséquences stratégiques de la crise économique à la Maison de la Chimie sous la présidence de Camille Grand.

• **Contact** : 01 43 13 77 69

► Le pays du Soleil Levant

Le 17 septembre, l'Ifri organise un colloque pour comprendre la nouvelle donne politique au Japon. Sous la présidence de Valérie Niquet.

• **Contact** : www.ifri.org